

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 26/2 (1999)

DOI: 10.11588/fr.1999.2.47490

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.



Gegenüber diesen Vorläufern einer Reform kristallisiert sich mit der *taille tarifée* seit den Reformen des Generalkontrolleurs Orry nach 1733 ein steuer- und verwaltungspolitisches Gesamtkonzept heraus, dessen sorgfältige Analyse den eigentlichen Kern der Darstellung Mireille Touzerys bildet. Methodisch greift die Arbeit dabei in mancherlei Hinsicht auf Ansätze der älteren Finanzgeschichte zurück. Die Reform der Generalkontrollere Philippe Orry und Laverdys werden auf ihre Voraussetzungen, Durchführungsbedingungen und die von ihnen ausgelösten Widerstände hin befragt. Die heftige Opposition der Parlamente und Rechnungs- bzw. Steuerhöfe bleibt das zentrale Thema bei der Frage nach dem Scheitern der Reformen.

Dieser Zugriff differenziert sich mit der Analyse des Beitrags der Intendanten de Bertier père et fils in der Generalität von Paris zwischen 1768 und 1789. Mireille Touzery erweist sich in diesem Teil ihrer Darstellung, die etwa die Hälfte des Bandes umfaßt, als eine Finanzhistorikerin, die sich den technischen, administrativen und ökonomischen Aspekten ihres Gegenstands in gleicher Weise gewachsen zeigt. Daß dabei die Quellenlage einer gründlichen Untersuchung der Voraussetzungen und Durchführungsbedingungen der Reform in besonderer Weise entgegenkommt, ändert nichts am Verdienst der Darstellung, die den Leser in die polizeistaatliche Wirklichkeit des endenden Ancien Régimes einführt. Diese eindringliche und spannende Analyse wirft mit ihren agronomischen, ökonomischen und öffentlichrechtlichen Aspekten ein äußerst interessantes Licht auf die steuerpolitischen Konzepte der verfassungsgebenden Versammlung und der nachrevolutionären Periode insgesamt, auf die Mireille Touzery in einem langen Schlußkapitel eingeht. Die Durchsetzung abstrakter Steuerprinzipien unter Ausschaltung jeder personenbezogenen Besteuerung erscheint hier als die Frucht einer langfristigen und langwierigen Auseinandersetzung mit den privilegierten Ständen, die nach 1789 in das Lager der Eigentümer übergehen.

Der von Mireille Touzery 1995 in der gleichen Reihe veröffentlichte »Atlas de la Généralité de Paris« ist nicht nur eine wichtige Ergänzung der vorhergehenden Untersuchung, sondern in vieler Hinsicht deren methodische Voraussetzung. Ausgehend von der katastermäßigen Erhebung der Steuerobjekte durch Bertier im Pariser Raum liefert der Atlas eine Darstellung der Verhältnisse um die Hauptstadt, in der sich verwaltungsgeschichtliche, statistische, metrologische, geographische und ökonomische Zugriffe unter Einsatz moderner Techniken der Datenverarbeitung ergänzen. Dabei entsteht ein ebenso anschauliches wie in steuerpolitischen und ökonomischen Begriffen auch theoretisch aufschlüsselbares Bild der spezifischen Handlungsbedingungen, denen sich Intendanten wie die Bertiers und mit ihnen die Krone überhaupt gegenüber sahen. Mehr noch als die äußerst gelungene literarische Darstellung der Reformen der Bertiers zeigt der Atlas die praktische Tragweite der scheinbar so sterilen Steuerdebatten der siebziger und achtziger Jahre des 18. Jhs.

Daß beide Arbeiten den Wunsch nach weiteren Untersuchungen entstehen lassen, spricht nicht gegen sie. Ihre Bedeutung besteht im Gegenteil darin, daß sie helfen neue Fragen zu stellen, die weit über die finanz- und steuergeschichtlichen Fragestellungen, an denen sie angesetzt haben, hinausführen.

Jochen HOOCK, Paris

Judith A. MILLER, *Mastering the Market. The State and the Grain Trade in Northern France, 1700–1860*, Cambridge (Cambridge U. P.) 1999, XVIII–334 S.

Si le soussigné a accepté de rendre compte de l'ouvrage de J. A. Miller sans être le moins du monde spécialiste de son sujet, en ne connaissant guère, pour sa part, que le domaine rhénan, très particulier, c'est par un élan d'enthousiasme *a priori*, sur la foi de la seule partie chronologique du titre: 1700–1860. Autrement dit, cet ouvrage ne s'inscrit pas, comme tant de recherches, dans l'une des tranches chronologiques classiques. En effet, ces



dernières ne conduisent que trop souvent à des travaux en quelque sorte »sans queue ni tête«, en courant le risque, faute de perspectives suffisamment larges, de formuler des propos rituels et des conclusions discutables. Il se trouve que le soussigné consacre beaucoup d'efforts à ces »colonnes thématiques«, riches en surprises, en particulier à propos d'une coupure brutale entre toutes, celle de la Révolution, source de faux problèmes et de malentendus. Fort à propos, l'auteur éprouve le besoin de s'en expliquer, en mettant l'accent sur le XIX<sup>e</sup> siècle, en mettant en relief, en guise d'entrée en matière, deux crises: 1709 et 1853. D'ailleurs, la jaquette enfonce le clou: »... the first book to bring a long-term perspective to the historical study of french strategies to control the grain trade«.

En feuilletant l'ouvrage est apparue une seconde surprise: présence de tableaux, certes, mais absence d'une foule de courbes. L'auteur n'est pas de ceux qui se croient obligés, pour être pris au sérieux, de les multiplier, parfois comme un indispensable décor ou faux décor, faute d'une compétence économique et d'une maîtrise d'un contexte qualitatif complexe, indispensables pour une interprétation convenable.

Revenons au titre: Séduisant pour la chronologie, il est en revanche trompeur à un autre point de vue. *Northern France*, nous dit-on. En fait, outre Paris, il est surtout question de la Haute-Normandie en faisant grand cas de Rouen. Si les sources des Archives Nationales éclairent d'autres provinces, si la littérature secondaire ouvre des horizons, d'autres sources provinciales ne sont mises à contribution que d'une manière exceptionnelle, par exemple pour la Picardie. Compte tenu de la rivalité qui oppose Rouen à Paris est donc traité dans une large mesure un cas particulier, ce qui n'exclut certes pas des considérations et des conclusions larges.

L'auteur s'abstient de longs développements sur le contexte. Sont supposés connus l'histoire des campagnes, l'évolution des prix, les doctrines économiques, les troubles. En revanche, c'est avec grand soin que son œuvre est située par rapport aux historiographies, »marxiste«, »révisionniste« et »post-révisionniste«, en soulignant un conflit de disciplines: »...two potentially conflicting disciplines – economics and history«, en insistant: »... Given the intensification of disciplinary tensions in recent decades it is not easy task to find a meaningful way to address them both«. Traitant de la maîtrise du marché, l'auteur reste sur terre, en nous conduisant dans les bureaux des subdélégués, dans les hôtels de ville, sur les marchés, chez les boulangers, etc., en faisant appel, par exemple, aux dossiers de faillite.

Le titre principal »Mastering the market« traduit en fait le souci de l'auteur de mettre l'accent sur le rôle de l'Etat, en le reformulant, dans la gestion des subsistances, compte tenu des psychoses et des problèmes d'ordre public. Ce faisant est pris le risque de déplaire: »Drawing in the state so explicitly might make some economic historians uneasy, especially those using the neoclassical modes that dominate the field«.

Globalement sont mis en relief la souplesse de l'intervention de l'Etat, son pragmatisme, sa discrétion, compte tenu, d'ailleurs, de la complexité des circuits de décision.

Est procédé par tranches chronologiques, à diverses échelles, non sans développements thématiques plus ou moins intercalaires, d'une manière pragmatique. Pour l'Ancien Régime, retenons quelques points, parmi bien d'autres. La réglementation de 1723 n'est appliquée que d'une manière inégale, en particulier de 1738 à 1741, en vain d'ailleurs. C'est avec souplesse qu'est traitée la crise de 1757. Il est fait grand cas de la formation de réserves avec des ventes par des hommes de paille et une subtile politique de prix. Décrétée en 1763, abolie en 1770, la libre circulation serait un échec. En fait, les pratiques antérieures se poursuivent, plus ou moins discrètement. Néanmoins, le libre commerce triomphe à nouveau en 1774, en ne laissant subsister que des mesures mineures. Mais les problèmes concrets, tels que la désertion des marchés, sont nombreux. Plus que jamais s'impose une politique subtile, qui fait grand cas de ce que nous appellerions une »action psychologique«, surtout de la part des subdélégués, étrangers aux problèmes de pure doctrine. Prenant du champ par rapport à une réglementation incohérente, »contradictory and unworkable policies«, confron-



tées à des problèmes particuliers »specific circumstances and channels«, les instances de Haute Normandie font preuve d'efficacité et de savoir-faire, résumés par ces mots: »deft implementation of the legislation«. Voilà pour les grains. En revanche, les villes mettent en œuvre une réglementation stricte du prix du pain, analysée en détail pour Rouen et Paris, réglementation qui apporte des correctifs aux politiques suivies en matière de grains.

Plus encore que les précédents développements, le chapitre consacré à la Révolution se présente pour l'essentiel comme un bilan des problèmes de la Haute Normandie/Seine Inférieure. Immédiatement précédée d'un ultime interventionnisme d'Ancien Régime, la Révolution, avec des hommes en partie nouveaux, nous fait retrouver les problèmes habituels, accentués, faute de la subtilité avec laquelle ils avaient été traités jusqu'ici. La législation libérale d'août 1789, avec la lutte contre l'accaparement, sera affirmée contre vent et marée. Compte tenu de la classique rivalité avec Paris, elle se heurte à une vigoureuse hostilité provinciale, pose aux autorités, municipales surtout, des problèmes inextricables et conduit plus que jamais à des voies de fait. Et c'est l'inévitable marche vers l'interventionnisme, consacré par le Maximum, mis en œuvre d'une manière incohérente, source de nouveaux problèmes tout aussi aigus et complexes. Enfin il est fait grand cas de la »politique« du Directoire, négligé jusqu'ici à ce point de vue, politique caractérisée par une incessante »valse-hésitation«, riche en problèmes, voies de fait comprises.

A ce tableau d'anarchie succède la présentation, elle aussi nouvelle, d'années d'une politique plus subtile, entre les abstractions libérales et les rigidités interventionnistes, compte tenu de l'expérience des commissaires et fournisseurs militaires. S'il est question, ça et là, de la Haute Normandie, l'accent est mis sur les rouages centraux, Paris et les régions voisines, peut-être en raison d'une nouvelle configuration des sources. Certes, les heurts sont moindres, mais les problèmes surgissent sans cesse. Lors de la crise de 1801/02 apparaît une Réserve, caractérisée par des relations complexes avec les négociants. Néanmoins, la crise de 1812 conduit à nouveau à un Maximum, traité en grand détail. Suscitant l'hostilité il serait globalement un échec.

La Restauration fait son profit de ces expériences et surtout de la crise de 1812, avec le souci de ne pas obérer le Trésor, en limitant les opérations de la Réserve. Il est fait grand cas des initiatives locales, des négociants et des boulangers, avec la création de la Caisse syndicale des boulangers parisiens. Cette politique est mise à l'épreuve lors de la crise de 1817, à propos de laquelle nous retrouvons la Haute Normandie, à l'occasion des importations d'un négociant.

Par la suite, Paris tient à nouveau la vedette. Sont à nouveau prises des mesures complexes, subtiles et souples, jusqu'à la crise de 1828/29. Cette dernière impose une fois de plus des mesures sociales, mesures qui facilitent la sauvegarde et le développement des circuits normaux. D'une manière significative, la Réserve disparaît. Il est fait grand cas de la responsabilité des boulangers, appelés à former leurs propres réserves, en même temps que sont rétablies les corporations, que les boulangers sont divisés en catégories, que sont éliminés les artisans sans envergure, en surnombre. Cette large libéralisation, assortie d'une réorganisation du métier, est bloquée net en 1848 et freinée à nouveau par la crise de 1853, avec le rétablissement d'une Caisse de réserve de la boulangerie, de moindre portée que la précédente institution. Une fois de plus est réduit le nombre des boulangers. De proche en proche on s'achemine vers le régime de liberté, en 1863.

Ce survol ne donne qu'une pâle idée de la richesse de l'ouvrage de J. A. Miller dont plusieurs chapitres sont d'une grande nouveauté, en comblant des lacunes. Il se distingue, heureusement, par l'absence de grandes envolées, avec leurs pièges scolaires, avec leurs simplifications pédagogiques, fût-ce sous prétexte de »synthèse«. S'impose l'adjectif »scholarly«, aux antipodes de »scolaire«. Avec pragmatisme et bonheur les analyses fouillées alternent avec des considérations larges tout au long de l'ouvrage de même que des chapitres consacrés essentiellement au cas instructif de la Haute Normandie voisinent avec d'autres d'un



caractère plus central, plus général. Quelles que soient les doctrines en honneur, physiocratie en tête, sont mis en relief les éléments de continuité imposés par la pratique, ce qui est sans doute l'un des grands mérites de l'ouvrage. Chemin faisant sont esquissées avec bonheur des »figures« de Crosne, intendant, Doré subdélégué, Planter, négociant, etc. Apparaît cependant un certain déséquilibre entre le traitement de l'Ancien Régime et celui de la suite, sans doute en raison de la nature et du choix des sources. Le plus souvent, grains, farine et pain sont présentés d'une manière globale, alors qu'une différenciation aurait permis de nuancer la discussion. Il me semble n'avoir rencontré qu'une seule fois le mot *méteil* ... Quoiqu'il en soit, démarche et substance de l'ouvrage sont susceptibles d'encourager d'autres auteurs à pratiquer une différenciation plus poussée encore des »colonnes thématiques« dont il a été question en tête de ce compte-rendu.

Il saute aux yeux que la lecture d'un ouvrage de cette facture n'est pas recommandée aux candidats aux concours de l'enseignement secondaire français. Ils s'y perdraient, en prenant de »mauvaises habitudes«, qu'il s'agisse du fond ou de la forme ...

Jean VOGT, Strasbourg

Edmond DZIEMBOWSKI, *Un nouveau patriotisme français, 1750–1770. La France face à la puissance anglaise à l'époque de la guerre de Sept Ans*, Oxford (Voltaire Foundation) 1998, VII–566 S. (Studies on Voltaire and the Eighteenth Century, 365).

This is skilful weaving of domestic and international history. Like many historians, Dziembowski, a maître de conférences at the Université de Franche-Comté, studies failure. In his case he looks at failure vis-à-vis a foreign power and its impact on domestic politics and political culture. This is a valuable approach. All-too-frequently the search for change is primarily domestic or ideological currents are seen as disembodied. It is important, in contrast, to note how frequently pressure for change has arisen from a perception of inadequacy created by the success of another society. There are many instances, including, for example, the *arbitras* in seventeenth-century Spain and the search for explanations of Dutch success; the national efficiency debate in pre-World War One Britain under the impact of growing German strength; and pressures for Americanisation in the twentieth century.

Dziembowski's subject is more precisely delimited. It is France in the mid eighteenth century, specifically the impact of defeat in the Seven Years' War (1756–1763). This was a serious defeat, and Dziembowski is concerned to show how it led to a crisis in French political culture that resolved itself into a shift in the relationship between state and people, specifically a move from being subjects of the monarch to becoming citizens.

Dziembowski is well aware that the impact of foreign example and success were not new. Indeed, it is important to consider the 1700s and 1710s not as a faint precursor to a later episode, but rather as a period in which the Anglo-Dutch challenge and example was probed. To that effect it is worth drawing attention to two works not discussed by Dziembowski: E. R. Briggs' Ph. D. thesis »The Political Academies of France in the Early Eighteenth Century« (Cambridge, 1931) and Gabriel Bonnos, »La culture et la civilisation Britanniques devant l'opinion française de la Paix d'Utrecht aux Lettres Philosophiques 1713–34« in Transactions of the American Philosophical Society (1948).

To suggest a longer timescale is not, however, to deny the importance of the mid-century crisis for France. Governments had for decades sought both to influence public opinion through printed propaganda, and to gain an insight into the public mood through systematic police reporting. The public mood within France was seen as important, although it was not until the second half of the eighteenth century that it was regarded as a source of political legitimacy. The notion of honour and *gloire*, generally presented in the seventeenth